



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(ARMP)

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE II  
AU TITRE DE LA GESTION 2011**

**SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU SENEGAL (SONES)**

**RAPPORT FINAL**

**JUIN 2013**

**PRESENTE PAR  
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Leclerc  
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche  
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02  
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin  
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty  
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97  
E-mail sspm@sspm.sn

## TABLE DES MATIERES

<b>I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX.....</b>	<b>5</b>
1.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS .....	5
1.2. CONSTATS D'AUDIT .....	6
1.2.1 Echantillon .....	6
1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés .....	7
1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière .....	7
1.2.4. Constats relatifs à l'audit physique .....	8
1.3. RECOMMANDATIONS.....	8
1.3.1. Recommandations sur le dispositif.....	8
1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés.....	8
<b>II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION.....</b>	<b>9</b>
2.1. CONTEXTE DE LA MISSION .....	9
2.1. OBJECTIFS DE LA MISSION .....	9
<b>III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....</b>	<b>12</b>
<b>VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>13</b>
4.1. ETAPES DE LA MISSION .....	13
4.2. ACTIVITES PREALABLES AU DEMARRAGE DE LA MISSION .....	13
4.2.1. La Préparation de la mission .....	13
4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège.....	14
4.3. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	15
4.4. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	17
4.5. CONTROLE DE LA QUALITE DE LA REVUE .....	17
4.6. SYNTHESE DES CONSTATS ET APPRECIATION DES TENDANCES GENERALES.....	18
4.7. REVUE DES MARCHES LITIGIEUX ET DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE .....	19
4.8. RESTITUTION DES RAPPORTS.....	19
<b>V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....</b>	<b>19</b>
5.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE .....	20
5.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	21
5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM).....	22
5.2.2. La Commission des Marchés .....	22
5.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION .....	22
5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP) .....	22
5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) .....	23
5.4. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N°2011-1048 DU 27 JUILLET 2011 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS.....	23
<b>VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES .....</b>	<b>24</b>
6.1. AUDIT DE LA PASSATION DES MARCHES.....	24
6.1.1. Constats spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3).....	24
6.1.2. Acquisitions par commande directe non autorisée en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP .....	27
6.2. AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE .....	36
6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier.....	37
6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière.....	37
6.3. AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES.....	38

<b>VII. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>40</b>
7.1. RECOMMANDATIONS SUR LE DISPOSITIF DES MARCHES .....	40
7.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX MARCHES.....	40
7.2. 1. <i>Recommandations relatives aux AAO</i> .....	40
7.2.2. <i>Recommandations relatives aux PI</i> .....	40
7.2.3 <i>Recommandations relatives aux DRP</i> .....	40
7.2.3. <i>Recommandations relatives au classement et à l'archivage</i> .....	40
<b>VIII. ANNEXES.....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 1 : REPARTITION ECHANTILLON .....</b>	<b>42</b>
<b>ANNEXE 2 : SEUILS DE PASSATION .....</b>	<b>44</b>
<b>ANNEXE 3 : FICHE DE PROJET .....</b>	<b>45</b>
<b>ANNEXE 4 : REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANE.....</b>	<b>677</b>

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SONES	SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU SENEGAL
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **I.SYNTHESE DE NOS TRAVAUX**

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2011 par la **Société Nationale des Eaux du Sénégal (SONES)**, conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne la SONES, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

### ***1.1. Constats relatifs au dispositif des marchés publics***

Les principaux constats relevés relatifs au dispositif des marchés publics de la SONES se présentent comme suit :

- **Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés**

Pour l'exercice budgétaire 2011, la SONES a mis en place une Commission des marchés et une Cellule de Passation des Marchés conformément aux articles 35 et suivants du CMP.

- **Elaboration de rapports périodiques**

Les rapports trimestriels ont été établis par la Cellule de Passation des Marchés de la SONES, au cours de la gestion 2011, conformément aux dispositions de l'Arrêté n°11586 du 28/12/2007 du Ministre de l'Economie et des Finances.

Le Rapport annuel sur les marchés conclus en 2011 a été élaboré, et transmis à l'ARMP, conformément aux dispositions de l'article 143 du CMP.

- **Plan de Passation des Marchés (PPM) et Avis Général de Passation des marchés (AGM)**

La SONES a établi pour l'année 2011 un Plan de Passation des Marchés et publié un Avis Général de Passation des marchés conformément aux articles 6 et 56 du CPM.

- **Registre des marchés (Bonne pratique)**

La SONES dispose d'un registre des marchés

## **1.2. Constats d'audit**

### **1.2.1 Echantillon**

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le code des marchés publics.

A ce propos, nous avons constaté que des acquisitions effectuées au titre de la gestion 2011 ont été passées par commandes directes pour un montant de quatre-vingt-quatorze millions cinq cent trente-trois mille quatre cent vingt-trois (94 533 423 F CFA), en violation des dispositions du CMP qui exigent le recours à une procédure de mise en concurrence.

**Rappel des seuils applicables à la SONES en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007**

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
Services	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

## **PERIMETRE COUVERT**

La SONES au titre de la gestion 2011, a passé trente et un (31) marchés par appel d'offres ouverts, un (01) par entente directe, vingt et un (21) par DRP, et huit (08) marchés de prestations intellectuelles.

### **1.2.2. Constats relatifs à la passation des marchés**

Les points suivants résument les principales anomalies observées durant la revue.

#### ***a) Pour les AOO***

- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés par écrit du rejet de leur offre, en violation de l'article 83 du CMP ;
- L'évaluation des offres a été souvent basée sur des critères autres que ceux établis dans le DAO, en violation de l'article 59 du CMP ;
- Dans plusieurs cas, plus de quinze (15) jours se sont écoulés entre l'ouverture des plis et la validation de l'attribution provisoire, en violation de l'article 70 du CMP.

#### ***b) Pour PI***

- Les avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas publiés, en violation des articles 83 et 85 du CMP.

#### ***c) Pour les DRP***

- Le délai de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la validation de l'attribution provisoire n'est pas toujours respecté, en violation de l'article 70 du CMP ;
- Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation de l'article 78 du CMP.

### **1.2.3. Constats relatifs à l'exécution financière**

Les constats sur l'audit financier sont les suivants :

- La garantie de bonne exécution n'est pas toujours fournie par les titulaires des marchés, en violation de l'article 114 du CMP ;
- Dépenses inscrites dans le budget de la SONES ;
- Etablissement de Bon de commande, mais non classés ;
- Existence d'un bon de livraison et PV de réception signé par les personnes habilitées, mais non classés ;
- Contrats sont conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

#### **1.2.4. Constats relatifs à l'audit physique**

Afin de vérifier la matérialité des dépenses, nous avons procédé à des inspections physiques des marchés audités avec un échantillon représentant 83.62% en montant des marchés passés en revue. Nos travaux sur l'exécution physique appellent de notre part les commentaires suivants :

- l'inexistence d'une comptabilité matière
- des retards dans l'exécution des marchés de travaux

La SONES devrait tirer les conséquences de ces retards notamment par l'application de pénalités.

### ***1.3. Recommandations***

#### **1.3.1. Recommandations sur le dispositif**

Le dispositif étant conforme aux exigences réglementaires, il n'a fait l'objet d'aucune recommandation particulière.

#### **1.3.2. Recommandations sur l'audit des Marchés**

Nos recommandations sont les suivantes :

Pour les AOO

- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis ;
- Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si cette garantie est demandée dans le DAO.

*Pour les PI*

- Respecter la formalité substantielle de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, comme pour les AOO et restreints.

*Pour les DRP*

- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis ;
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre



Pour le classement et l'archivage

- Améliorer le système de classement des documents relatifs aux marchés, conformément aux instructions de l'ARMP.

## **II. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### *2.1. Contexte de la mission*

L'article 2 du Décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics dispose en son alinéa 8 « l'ARMP est chargée de faire réaliser des audits techniques et/ou financiers en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Dans ce cadre, l'ARMP commande, à la fin de chaque exercice budgétaire, un audit indépendant sur un échantillon aléatoire de marchés et conventions, transmet aux autorités compétentes les cas de violations constatées de dispositions réglementaires et établit des rapports périodiques sur l'exécution des marchés et conventions sur la base des enquêtes et audits réalisés dont elle assure la publication et qu'elle transmet également aux autorités ».

C'est en application des dispositions précitées que l'ARMP entreprend cette année, comme elle l'a fait pour les années précédentes, une campagne de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de l'exercice 2011.

### *2.1. Objectifs de la mission*

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe II, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics. La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- fournir autant que faire se peut, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;

- identifier les cas de non-conformité des procédures par rapport aux dispositions du Code des Marchés publics, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins-disants, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, il s'agira de porter un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP, le consultant examinera en outre le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions auxquelles elles ont donné lieu, de même que la pertinence desdites décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette structure ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport aux niveaux d'exécution ;
- examiner les conditions d'attribution des marchés par entente directe en évaluant leur fréquence et leur conformité eu égard aux exigences réglementaires ;
- la compétitivité et le caractère raisonnable ou non des prix proposés dans les marchés par entente directe seront passés en revue ;
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, formuler, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions des marchés (CM), des cellules de passation des marchés (CPM) et des différents organes de contrôle interne ;
- examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- formuler des recommandations pour le futur.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant devront porter sur :

- le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart sera relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante sera examinée ;
- le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- l'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- l'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

Au plan du contrôle de la matérialité de l'exécution des marchés, des inspections physiques in situ devront être effectuées sur 25% des marchés en cours ou déjà exécutés par l'AC pour l'exercice concerné par la revue (en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique) auxquels s'ajouteront les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe. Le contrôle physique portera pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants. Il s'agira de :

- vérifier la matérialité des dépenses effectuées ;
- faire un diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- s'assurer de la cohérence entre les biens livrés inspectés et les documents contractuels (le contrat et les pièces justificatives ayant servi au paiement) et donner un avis sur la conformité et la qualité ;
- s'assurer de la justification technique et financière des avenants et ordres de services signés ;
- vérifier l'existence d'une comptabilisation des biens au niveau de l'autorité contractante.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises pourraient porter sur :

- la conformité physique des travaux avec les PV de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages...

### **III. SELECTION DES MARCHES A AUDITER**

Sur la base de la liste des marchés fournie par les Autorités contractantes du Groupe II dont la constitution est établie en annexe 1, après vérification de l'exhaustivité de chaque liste, nous allons procéder à l'échantillonnage des marchés conformément aux modalités arrêtées dans les TDR ; la liste des marchés à auditer devra inclure :

- au moins 15% des marchés dont les montants ont atteint les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des marchés dont les montants sont compris entre les seuils de contrôle de la DCMP et les seuils de passation de marchés (en excluant les marchés par entente directe) ;
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix ;
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont le nombre est inférieur à 10, la revue doit concerner l'ensemble des marchés passés.

Nous nous assurerons que les échantillons sont représentatifs des différents modes de passation des marchés, mais aussi des différentes catégories de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

La sélection sera effectuée sur la base d'un progiciel de tri aléatoire sans remise.

## VI. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

### *4.1. Etapes de la mission*

La mission de revue se décline à travers les différentes étapes ci-après :

1. collecte de l'information au niveau de l'autorité contractante suite à une prise de contact ;
2. revue de l'organisation institutionnelle de chaque autorité contractante ;
3. échantillonnage des marchés à auditer ;
4. comparaison des données collectées auprès des structures avec celles des documents comptables (comptabilité administrative des administrateurs de crédits, SIGFIP, et autres documents selon la personnalité juridique de l'entité) et ajustement de nos sélections s'il existe des marchés non reportés sur la liste et exécutés par le processus requis ;
5. revue approfondie des marchés et contrôle qualité ;
6. élaboration préalable d'une note d'orientation ;
7. élaboration des rapports provisoires individuels et d'un rapport de synthèse ;
8. exploitation des réponses et observations venant des autorités contractantes ;
9. élaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse.

### *4.2. Activités préalables au démarrage de la mission*

Afin de garantir l'efficacité de la mission et la fiabilité des résultats, les tâches préparatoires suivantes ont été mises en œuvre.

#### **4.2.1. La Préparation de la mission**

Dans la perspective de garantir le démarrage de la mission dans des conditions optimales, l'ARMP a envoyé aux autorités contractantes et à la Direction Générale des Finances, les correspondances suivantes :

- Une lettre d'information (n°001928 ARMP/DG/DAF du 06 décembre 2012) adressée aux Autorités contractantes pour les sensibiliser sur les objectifs et spécificités de la mission et les inviter à prendre les dispositions utiles pour rendre accessibles aux auditeurs tous les documents relatifs aux marchés visés (publicité préalable, dossiers de consultation, lettres de saisine, couverture budgétaire, offres des soumissionnaires, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, publication des attributions, contrats signés avec les titulaires des marchés, bordereaux de livraisons, justificatifs des paiements, cautions et enregistrements, attestation de bonne exécution...). Par ce courrier,

il était également requis des AC la mise à disposition en un lieu unique, en l'occurrence la CPM, de toutes les informations requises, ainsi que la disponibilité au cours de la période de revue, des interlocuteurs intervenant dans les marchés.

- Une lettre (*n°001929 ARMP/DG/DAF du 07 décembre 2012*) adressée à la Direction générale des Finances pour une mise à disposition des données du SIGFIP, notamment les engagements marchés et les engagements hors marchés, afin de faciliter les recoupements afférents à l'exhaustivité des commandes effectuées par les entités de l'Etat. Ces informations du SIGFIP ont été reçues par le cabinet mais sous un format trop agrégé pour permettre des contrôles d'exhaustivité ; à ce propos des requêtes complémentaires seront initiées aux fins de la mise à disposition de données additionnelles ;
- Un courrier d'introduction auprès des autorités contractantes (*n°000028 ARMP/DG/DAF du 07 janvier 2013*) pour confirmer le démarrage de la mission.

De son côté, le Cabinet a pris l'initiative, suite à la réunion d'information organisée par l'ARMP, de prendre contact avec toutes les structures à auditer, à qui une liste des documents à préparer a été soumise. Les documents suivants ont été requis, en fonction du statut de chaque autorité contractante:

- la liste complète de tous les marchés initiés en 2011 par mode de passation et par type de marchés ;
- l'avis général de passation des marchés au titre de l'exercice 2011 ;
- le budget de la gestion 2011 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2011 ;
- le plan de passation des marchés 2011 ;
- l'organigramme de la structure ;
- le manuel de procédures, le cas échéant ;
- les états financiers selon le type d'AC ;
- les extraits détaillés du compte de gestion, le cas échéant ;
- les balances (générale et auxiliaire fournisseur et immobilisation) selon le type d'AC ;
- les textes désignant les membres des commissions et de la CPM ainsi que ceux portant organisation de l'AC ;
- les rapports d'audit, le cas échéant.

#### **4.2.2. Mise en place d'une équipe de coordination et d'appui au siège**

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège sera composée d'un noyau centré autour du Cabinet et composé d'experts dotés d'une expérience

significative en passation de marchés. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin.

Le support des équipes d'experts se concentrera sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, et de nature à garantir la réussite la mission.

L'équipe d'appui du siège sera placée sous la responsabilité d'un spécialiste avéré en passation de marché et rompu aux missions d'audits techniques et de revue de procédures de passation de marchés.

Elle comprendra également un expert financier, un expert informaticien, un expert qualité ainsi qu'une assistante de direction. Cette équipe aura pour tâche essentielle d'aider le chef de mission dans sa fonction de pilotage et de coordination des activités, notamment dans le traitement des données collectées sur le terrain et dans la constitution des échantillons de marchés à cibler dans les différentes phases de la mission.

Il reste entendu que les membres de l'équipe d'appui peuvent être appelés à descendre sur le terrain pour prêter mains fortes aux experts et les aider à résoudre des problèmes ponctuels ou à faire face à une charge de travail exceptionnellement importante.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du siège aura un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur.

#### ***4.3. Revue des procédures de passation des marchés***

Dans le cadre de la planification de la mission, nous avons pris connaissance de l'ensemble des actes législatifs et réglementaires et normatifs qui régissent le secteur des marchés publics au Sénégal. Nous avons pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et avons établi, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre.

En début de mission, nous avons pris contact avec les AC et un courrier leur a été envoyé avec comme requête de nous communiquer les informations pertinentes pour la mission.

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon sera composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière d'audit. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux). Cependant ce réajustement n'a pas été possible pour certaines structures qui, compte tenu de leurs



spécificités, ne passent qu'une catégorie bien déterminée de marchés (prestations intellectuelles ou fournitures par exemple).

Au niveau de chaque autorité contractante, nous allons nous assurer de la mise en place conforme des organes en charge des marchés, et par la suite évaluer leur efficacité.

De plus, nous allons mener des tests sur chaque échantillon de contrats sélectionné. Ces tests nous permettent de nous assurer de la traçabilité des contrats, de l'expression du besoin jusqu'au paiement. Ils nous permettront d'identifier et de statuer sur l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec le CMP.

Les tests qui sont mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés comprennent outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation /couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes ;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières du CMP telles que l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement des candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché ou DRP, une fiche (check-list) a été méticuleusement renseignée. L'ensemble des fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou de plusieurs types de marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.



#### *4.4. Audit de l'exécution physique des marchés*

Conformément aux termes de référence (TDR), nous allons procéder à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Cet échantillonnage exclut logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc., objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications seront faites sur la base des procès-verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrains.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit technique est articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

Il débouche sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

#### *4.5. Contrôle de la qualité de la revue*

Le contrôle de qualité qui relève d'une exigence interne du Cabinet a pour objet de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales et des exigences des termes de référence de la mission.

De plus, au cours de l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts sera mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu, en fonction de leur gravité, soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l'ARMP.

#### *4.6. Synthèse des constats et appréciation des tendances générales*

Pour chaque structure auditée, les constats sont systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous allons proposer des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés avec une claire définition des modalités de mise en œuvre. Suite à cette revue, nous allons établir des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP...).

Cet exercice sera facilité par le recours à un outil informatique que nous avons conçu pour les besoins de la mission.

En effet, la bonne exécution de la mission requiert la mise en place d'un support informatique qui sera utile tant pour les aspects liés à la passation des marchés que pour la partie technique. En effet, les annexes 2 à 8 de la demande de propositions permettent en l'état une analyse qualitative qui ne serait pertinente que si elle est précédée d'un recueil de données quantitatives. Pour ce faire, les annexes 2 à 8 sont transformées en questionnaires joints en annexe 3 du présent rapport. Les données ainsi recueillies permettent d'établir des statistiques sur les marchés (Cf. points 11-d des TDR) mais de manière générale sur tous les aspects liés à la passation des marchés et à leur exécution.

Les auditeurs disposent d'un « masque de saisie » qui leur permet d'enregistrer toutes les données relatives à la passation et à l'exécution des marchés. ;

Dans un deuxième temps, toutes les données sont centralisées dans un fichier unique sur lequel sont effectués les traitements (compilations statistiques, contrôle, calculs de délais, vérification de la cohérence des données, etc.).

Cet outil informatique présente des avantages significatifs pour la conduite des travaux d'audit des marchés, parmi lesquels on peut noter :

- ☐ la structuration préalable des champs (i.e. les « zones de saisie ») prévus pour la captation des données traitées et leur cohérence permet d'éviter des traitements inutiles et/ou des interprétations différenciées selon la perception de chaque auditeur
- ☐ l'exhaustivité des données à saisir, du fait qu'elles sont pré identifiées, facilite leur collecte puis leur saisie par les auditeurs ;

□ enfin, le logiciel utilisé facilite l'élaboration des constats, à travers la production de tableaux de synthèse qui mettent en évidence les résultats sous forme thématique et transversale ; sous cet angle, il présente les atouts suivants :

- une aide à la décision / expression de l'opinion ;
- une standardisation de la présentation des résultats ;
- une production automatisée de statistiques.

Cependant, la procédure informatique présente une limite pour les autorités contractantes qui ne passent pas un nombre important de marchés. Elle n'en demeure pas moins incontournable pour des conclusions rigoureuses et pertinentes.

#### ***4.7. Revue des marchés litigieux et des marchés par entente directe***

Un Spécialiste en passation de marchés en régulation passe en revue les dossiers relatifs aux litiges concernant des marchés passés par les AC du groupe II au cours de la période sous revue.

Après une analyse statistique des décisions (fréquence des AC impliquées, typologie des marchés litigieux, pourcentage des requérants déboutés, etc.), nous procéderons, conformément aux exigences des TDR, à la revue des conditions de traitement des litiges en termes de délais et de respect des procédures mais également à une analyse de la pertinence des décisions.

#### ***4.8. Restitution des rapports***

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit. Chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- rapport provisoire ;
- rapport final.

## **V. ANALYSE DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### *5.1. Le cadre institutionnel et réglementaire*

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive n°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive n°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique n°2007-29 du 10 Décembre 2007 modifiant la loi organique 2001-09 du 15 Octobre 2001 relative aux lois de Finances ;
- Loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi n° 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi n°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi n°99-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret n°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret n°81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret n°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret n°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;

- Décret n° 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté n°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté n°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté n°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté n°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté n°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté n° 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision n°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

### *5.2. Les organes chargés de la passation des marchés*

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées respectivement par les articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics.

### 5.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### 5.2.2. La Commission des Marchés

L'Arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B.

## 5.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le Décret n°2007-545 /MEF du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

### 5.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret n°2007-545 du 25 Avril 2007.

### 5.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### *5.4. Modifications apportées par le Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics*

Le processus de réforme des textes relatifs à la commande publique répond aux soucis d'équité, de transparence, d'économie et d'efficacité dans la gestion des deniers publics. Ainsi, tous les acteurs de la commande publique sont chacun à son niveau, concernés par les réformes dans le secteur des Marchés publics. Il est important de souligner que ces réformes interviennent suite à un diagnostic approfondi des procédures de passation des marchés par le moyen d'une revue analytique du système effectué depuis 2003.

Ces réformes entrées en vigueur en janvier 2008, se sont traduites par la signature du Décret n°007-545 du 25 avril 2007 portant code des Marchés Publics abrogeant celui de 2002.

Confronté à la réalité du terrain, ledit décret a subi plusieurs modifications en vue de son adaptation au contexte de sa mise en œuvre. En définitive, du fait des insuffisances révélées dans la pratique, il a été abrogé et remplacé par le Décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des Marchés Publics qui reprend pratiquement le 2007-545 du 25 avril 2007 avec certaines modifications qui portent principalement sur :

- Le champ d'application
- Les dérogations
- Les exclusions
- Les opérations préalables
- Les modes de passation et/ou les contrôles
- Les procédures avec consultation restreinte
- Les DRP
- La procédure d'entente directe

- La Possibilité d'une contractualisation pluriannuelle qui est désormais élargie à tous les marchés d'entretien.

Les modifications ont en outre porté sur le processus d'immatriculation des marchés clairement dévolu à la DCMP, ainsi que sur l'interdiction de cumul des fonctions d'autorité signataire et de celles d'autorité approbatrice.

Le CMP a enfin défini de manière exhaustive les conditions de participation aux appels d'offres des entreprises publiques et posé pour les soumissionnaires l'obligation de s'acquitter de la redevance de régulation des marchés publics.

## **VI. AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES**

La SONES au titre de la gestion 2011, a passé trente et un (31) marchés par appels d'offres ouverts, un (01) par entente directe, vingt et un (21) par DRP, et huit (08) par prestations intellectuelles.

L'Audit de la passation des marchés a porté sur :

- Sept (07) appels d'offres ouverts
- Six (06) DRP
- quatre (04) marchés de PI
- un (01) marché par ED

### ***6.1. Audit de la passation des marchés***

#### **6.1.1. Constats spécifiques aux marchés passés en revue (voir Annexe 3)**

##### ***d) Pour les Appels d'Offres Ouverts***

- Absence de notification du rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 83 du CMP ;
- Garantie de bonne exécution non fournie par les titulaires des marchés, en violation de l'article 114 du CMP ;
- Evaluation des offres suivant des critères autres que ceux du DAO, en violation de l'article 59 du CMP
- Non-respect du délai de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la validation de l'attribution provisoire, en violation de l'article 70 du CMP

##### ***e) Pour les Prestations Intellectuelles***



- Avis d'attribution provisoire et définitive non publiés, en violation des articles 83 et 85 du CMP.

*f) Pour les DRP*

- Non-respect du délai de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et la validation de l'attribution provisoire, en violation de l'article 70 du CMP
- Absence de notification de rejet de leurs offres à l'endroit des soumissionnaires non retenus, en violation de l'article 83 du CMP.

LISTE DES MARCHES PASSES EN REVUS			
Description	Bénéficiaires	Montant en FCFA	Observations
<b>AOO</b>			
Fourniture de véhicules	Sans Suite		NON-CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Fourniture de matériels et outillages	SAREDICA	38 907 550 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Fourniture de matériels destinés à la réalisation de 26 000 branchements sociaux	Lot1 : F & I/FGT Lot2 :CCIS Lot 3: Hydrosphere	Lot1: 813 154 900 FCFA Lot2 : 47 840 000 FCFA Lot3 : 249 171 826 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
aménagement et équipement des sites de production de Ziguinchor	Ciemali SA/Ertheg	482 806 150 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Fourniture de matériels informatiques	Lot 1 et 3 : Oumou Informatique Lot 2 : west point computer	Lot 1 : 14 608 000 FCFA Lot2 : 10 410 053 FCFA Lot3 : 3 418 000 FCFA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
fourniture de mobilier de bureau et matériel de bureau	Lot 1 : Master Office Lot 2 :Staburo	Lot 1 : 8 352 630 FCFA Lot 2 : 5 547 600 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Travaux de Réalisation de deux nouveaux forages à Bakel et Tambacounda	CDE	194 320 500 F CFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
<b>PI</b>			
Etude d'évaluation	Groupeement	49 772 400 FCFA	NON CONFORME

des programmes d'investissement et leur impact sur les conditions de vie des populations	SEMIS-IDEV		POUR L'ESSENTIEL
mission d'audit des dépenses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011 de la SONES	Lot 1 et 2 :Cabinet Mayoro Wade	Lot 1:8 352 630 FCFA Lot 2: 5 547 600 FCFA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
mission d'évaluation de l'impact de la politique de communication de la SONES	Guelewar Communication	12 921 000 FCFA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Contrôle et supervision des travaux d'AEP de l'aéroport international blaise Diagne	SIG	148 043 651 FCFA	NON CONFORME POUR L'ESSENTIEL
<b>DRP</b>			
Travaux de réhabilitation de la villa DG Hann	DELTA	15 058 454 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Réhabilitation agence T villa de la rue de France x blanchot st louis	BBDTP	25 789 478 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Travaux de réhabilitation de la villa DT sise à Hann	Gie Cheikh Fallou Macké	8 059 866 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
travaux de réhabilitation agence Tambacounda	Entreprise Touba Darou Miname	15 613 642 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Entretien et maintenance des appareils de climatisation de la SONES	Cassis Froid	2 979 500 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
Gardiennage de la SONES	Scorpion	1 994 200 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL
<b>Entente Directe</b>			
Lot Pepam-R1:Travaux de Renouvellement de Canalisations et de	SDE	4 173 111 552 FCFA	CONFORME POUR L'ESSENTIEL

Branchements dans les Régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Louga, St Louis, Matam, Tambacounda et Kolda			
---	--	--	--

### 6.1.2. Acquisitions par commande directe non autorisée en violation des dispositions des articles 76 et 77 du CMP

Les travaux sur l'exhaustivité des marchés ont permis de relever des acquisitions ci-dessous par commande directe non conformes aux dispositions de l'article 76 du CMP pour un montant de 94 533 423 F CFA.

Ces acquisitions sont faites en violation manifeste des règles de mise en concurrence prescrites par le CMP.

Bénéficiaire	Montant en FCFA TTC	Observation	Commentaire de l'AC
LA MAISON DU MEDECIN	250 750		Bon de commande N° 3611 pour l'acquisition de matériels d'infirmerie
LA MAISON DU MEDECIN	752 604		Bon de commande N° 3540 pour les besoins en matériels médical
SPOON PIZZERIA	855 500		Bon de commande N° 3725 pour l'achat de paniers Ramadan
TGI SARL FN	949 900		Morcellement du TF 1655/R occupé par la SONES
GIE OCNIT FN 0001/2	293 801		Agrément pour les travaux électriques du siège de la SONES
GIE OCNIT FN 06	423 974		Agrément pour les travaux électriques du siège de la SONES
GIE OCNIT FN 02/201	500 084		Agrément pour les travaux électriques du siège de la SONES
GIE OCNIT	576 604		Agrément pour les travaux électriques du siège de la SONES
SOMBI BOUTIQUE	63 000		Agrément pour achat cadeaux arbres de Noël 2010
SOMBI BOUTIQUE	177 000		Agrément pour achat cadeaux arbres de Noël 2010

SOMBI BOUTIQUE	350 000		Agrément pour achat cadeaux arbres de Noël 2010
EDF FN 000125	44 533		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
GENERALE D'ENERGIE	105 020		Agrément pour les travaux de réparation du groupe électrogène
EDF FN 0007	138 060		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
GENERAL D'ENERGIE	188 800		Agrément pour divers travaux appareils électroménagers et électromécaniques
GENERAL ENERGI F N127	193 048		Agrément pour divers travaux sur appareils électroménagers et électromécaniques
EDF FN 003	239 268		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
LES AGS FN 007/11	260 780		Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
GENERALE D'ENERGIE	288 240		Agrément pour divers travaux appareils électroménagers et électromécaniques
EDF FN 0119	288 451		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
EDF FN 0002	307 449		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
GENERALE D'ENERGIE	310 576		Agrément pour divers travaux appareils électroménagers et électromécaniques
EDF FN 18-05-2011	318 600		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
EDF F N 000123	320 842		Agrément pour les travaux de menuiserie du siège de la SONES
ETS ISMAIL KASSIR	2 649 100		Agrément pour achat cadeaux arbres de Noël 2010
COM. COM. INC	719 800		Bon de commande N° 3702 pour l'organisation de la

			colonie de vacance 2011 au Maroc (campagne de sensibilisation)
PS2 MACHINE RELIURE	177 000		Bon de commande N° 3779 pour la réparation de la machine à reliure en fer grand modèle
ESP PNEUM F N° 1511	180 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
FACT SDV COM BC	350 000		Bon de commande N° 3688 pour le transfert des colons
OFFICE INF F N° 00574	1 657 900		Bon de commande N° 3753 pour l'achat d'un onduleur pour la salle serveur SONES
OFFICE INFORMATIQUE	2 106 000		Lettre de commande 1130/11 pour la fourniture de matériels audiovisuels
AFRIQUE PARE BRISE	171 100		Bon de commande N° 3605 pour la fourniture et pose de pare-brise pour véhicule SONES
LES CAURIS	590 000		Bon de commande N° 3574 pour la participation de la SONES à la 19 <sup>ème</sup> FIDAK
LES CAURIS	719 800		Bon de commande N° 3731 pour la confection de bâches et prises de vue à Carmel
SAPHIR TECHNICS INTE	767 000		Bon de commande N° 3573 pour un publi- reportage
LES CAURIS F 08/11	5 584 972		Cauris de l'excellence
SMR F N° 6135/10/11	576 560		Bon de commande N° 3758 pour l'entretien du poste électrique de la SONES
SMR FN° 6054/2011	1 017 868		Bon de commande N° 3583 pour l'entretien du poste électrique de la SONES
SISODIS DEC N° 04	5 168 164		Lettre de commande 0011/DG du 25/01/2010

SETRAM FN 0017/2011	139 240		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
AFRC NUM GROUP F 132	177 000		Bon de commande N° 3695 pour achat appareil numérique pour missions contrôle production
SETRAM F005/11	271 400		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
SETRAM FN 003/2011	295 000		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
SETRAM FN 0014/2011	344 796		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
YELLI SOW	477 900		Lettre de commande 1054/DG
SETRAM FN 0015/2011	595 900		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
SETRAM	706 230		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
SETRAM FN 001/11	781 750		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
SETRAM FN 002/2011	1 132 152		Agrément pour les travaux de Génie Civil du siège de la SONES
ENTREPRISE DELTA FOR	1 262 600		Lettre de commande N° 1080/DG pour la construction d'un mur de clôture
COMM PUB FACT	1 799 500		Bon de commande N° 3696 pour le lancement des 19100 BS à Saint-Louis (campagne de sensibilisation)
LES ARTS GRAPHIQUES	355 180		Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
LES ART GRAPHIQUES	427 160		Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
LES ARTS GRAPHIQUES	686 400		Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES

ARTS GRAPHIQUES SEN	741 000		Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
MAIN SOFT FN FT1100	849 600		Bon de commande achat ordinateur.
PYRAMIDE P COMMUNICA	2 820 200		Réalisation d'un reportage TV sur les réalisations SONES à Dagana (contrat N° C 1014/CJ)
GLOBUS F N00010-11	4 956 000		Bon de commande N° 3506 pour la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau (contrat)
CENTRAL GRAPHIC FN	811 250		Bon de commande N°3575 pour la confection de visuels sur bâche laminée pour participation SONES 19 <sup>ème</sup> FIDAK
BURDIFF N° 6507/07/MA	144 290		Bon de commande N° 3712 pour la reproduction de classeurs pour manuel de procédures PEPAM
PHARMACIE DE L'OBELI	5 852 712		Bon de commande N° 3587 pour la fourniture de produits pharmaceutiques
ETAMPE FN 0084/06/2	112 100		Bon de commande N° 3643 pour les travaux d'entretien des cornières supportant l'enseigne lumineuse de la SONES
SOCOMAF	428 340		Bon de commande N° 3735 pour la fourniture et pose d'un split system
SOCOMAF SPLIT SYSTEM	429 520		Bon de commande N° 3782 pour la fourniture et pose d'un split system
WPC FA110400	496 000		Bon de commande N° 3729 pour la fourniture d'onduleurs 650VA pour la SONES
ETAMPE SATL CMG	1 505 000		Bon de commande N° 3604 pour la fourniture et pose tuyauterie

			INOX du réservoir d'eau de la SONES
PHONDAC FN 0019/11	653 720		Bon de commande N° 3687 pour l'achat d'un régulateur de tension R448LS/A pour le groupe électrogène
ESPACE PNEUMATIQUE	58 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	60 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUM F N 12	63 500		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUES	72 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	72 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	72 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUES	72 249		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUES	72 250		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	75 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	80 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
BERNABE BC N 3501	94 000		Bon de commande N° 3501 pour l'achat de pompe manuelle pour le réservoir du groupe électrogène
ESPACE	110 000		Agrément pour la



PNEUMATIQUES			fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMA F 1211	135 500		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUES	180 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
BERNABE S A BC 3397	197 447		Bon de commande N° 3397 pour la fourniture de chaussures JUMPER et manteaux de pluie
ESPACE PNEUMATIQUES	240 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	259 600		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	270 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEU F N 1273	270 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
ESPACE PNEUMATIQUE	450 000		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
OUMOU INFORMATIQUE	474 082		Marché M 10 12 24/CJ relatif à la fourniture de consommables informatiques
PLATFORM TECHNOLOGIE	481 440		Bon de commande N° 3506 pour la fourniture d'onduleurs APC 700VA
ESPACE PNEUMATIQUES	500 084		Agrément pour la fourniture de pneus pour les véhicules de la SONES
BERNABE FN 3-2-5-02	535 248		
PLATFORM TECHNOLOGIE	535 248		Bon de commande N° 3608 pour la fourniture d'onduleurs APC 700VA

PLATFORM TECHNOLOGIE	594 720	Bon de commande N° 3647 pour la fourniture d'onduleurs APC 700VA
LEADER FN 63/2011	600 915	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER FACT N 47/11	781 750	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER FN 0001/2011	1 298 000	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER FN 55/2011	2 360 000	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER FN 91/2011	2 820 200	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER FN 32/2011	3 038 500	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
LEADER F N 76/2011	4 956 000	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
DAROU SALAM SERVICES	885 000	Bon de commande N° 3575 pour la participation de la SONES à la 19 <sup>ème</sup> FIDAK
DAROU SALAM SERVICES	3 982 500	Campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
NDINDY MULTI SERVI	882 629	Bon de commande N° 3592 pour la participation de la SONES à la célébration de la fête de l'indépendance du 4 Avril 2011
YERI SARL	767 000	Bon de commande N° 3485 pour la vérification du débitmètre électromagnétique de l'eau traitée de NGNITH
HERTZ FN 40477 L 11	415 715	Bon de commande N° 3684 pour la location de véhicule
HERTZ FN 40475 L 11	578 200	Bon de commande N° 3663 pour la location de véhicule

HERTZ FN 40476 L 11	578 300	Bon de commande N° 3663 pour la location de véhicule
HERTZ SENEGAL	793 500	Location de véhicule
EGDSM FACT N° 43	243 235	Agrément pour la réparation de véhicules de la SONES
EGDSM F N40/11DK6247	302 130	Agrément pour la réparation de véhicules de la SONES
EGDSM DJIBI NDIAYE	333 706	Agrément pour la réparation de véhicules de la SONES
EGDSM DJIBI NDIAYE	390 345	Agrément pour la réparation de véhicules de la SONES
EGDSM DJIBI NDIAYE	645 000	Agrément pour la réparation de véhicules de la SONES
NEUROTECH FN 110081	1 097 400	Bon de commande N° 3555 pour le renouvellement de licences IRONPORT
TAYE SECK SERVICE	295 000	Bon de commande N° 3579 pour la réalisation de flash qualité
SSCTP FN 2212/11-1	4 787 850	Lettre de commande 1324/DG pour travaux Aménagement en bureaux de la salle polyvalente du siège de la SONES
A G S FN 198/2011	118 000	Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
AFRIQU P B BC N° 3490	147 500	Fourniture et pose de pare-brise pour véhicule SONES
A G S FN 201/2011	283 200	Agrément pour la confection de cachets et cartes de visite de la SONES
OFFICE INFORMATIQUE	2 124 000	Lettre de commande 1130/DG pour la fourniture de matériels audiovisuels
BDTP FN 123/11	2 584 200	Lettre de commande 1093/DG pour travaux réhabilitation du local gardien du poste Nord à Hann

BDTP FN 122/11	4 956 000	Lettre de commande 1049/DG pour travaux réhabilitation puisards d'évacuation des eaux pluviales de la SONES
NEUROTECH F T10247	4 068 050	Bon de commande N° 3721 pour renouvellement WEBSense WEB SECURITY 150 USERS
SGT TAIF FACT N° 12	1 888 000	Bon de commande N° 3707 pour la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
SGT LE TAIF FN 302	2 106 300	Bon de commande N° 3645 pour la campagne de sensibilisation à l'économie d'eau
MAMADOU B NDIAYE	1 393 875	Bon de commande N° 3578 pour un reportage
MBAY PRODUCTION ACPT	827 000	Protocole d'accord de partenariat entre SONES et Mbaye production
MBAYE PRODUCTION	944 000	Protocole d'accord de partenariat entre SONES et Mbaye production
SECOMDIS FN 002/201	295 000	Bon de commande N° 3493 pour la fourniture alimentation et batterie portables
SECOMDIS FN 022/11	481 440	Bon de commande N° 3609 Fourniture disque dur interne 1To 3,5 pouces pour NAS
SECOMDIS FN 012/201	944 000	Bon de commande N° 3554 pour la fourniture d'onduleurs APC 600-700 VA
DHI FN 11FA0240	862 643	Bon de commande N° 3594 pour la confection de badges pour le personnel de la SONES
MOUSSA DIOUF FN A61	1 250 000	Bon de commande N° 3624 pour tournage
<b>TOTAL</b>	<b>94 533 423</b>	

## 6.2. Audit de l'exécution financière

### **6.2.1. Consistance des travaux d'audit du volet financier**

Les travaux ont été réalisés au niveau de la SONES pour nous assurer de :

- l'inscription de chaque dépense dans le budget de la société ;
- l'existence d'un Bon de commande ;
- l'existence d'un bon de livraison ou de PV de réception signé par les personnes habilitées;
- la pratique de prix normaux ;
- la conformité du contrat et de son enregistrement ;
- la conformité des clauses contractuelles et leur respect.

### **6.2.2. Constats d'audit sur le volet exécution financière**

Les constats sur l'audit financier sont les suivants :

- Dépenses inscrites dans le budget de la SONES ;
- Etablissement de Bon de commande, mais non classés ;
- Existence d'un bon de livraison et PV de réception signé par les personnes habilitées, mais non classés ;
- Contrats sont conformes et enregistrés ;
- Non-respect des clauses contractuelles, dépassement des délais d'exécution sans application de pénalités.

**6.3. Audit de l'exécution physique des marchés**

<b>ECHANTILLON AUDIT PHYSIQUE</b>				
<b>Description</b>	<b>Bénéficiaire</b>	<b>Montant (en F CFA)</b>	<b>Observation</b>	<b>Commentaire AC</b>
Pepam-R1:Travaux de Renouvellement de Canalisations et de Branchements dans les Régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Louga, St Louis, Matam, Tambacounda et Kolda	SDE	4 173 111 552	Travaux en cours	
Travaux de réhabilitation de la villa DG Hann	DELTA	15 058 454	Villa réhabilité et travaux réceptionnés	
Fourniture de matériels destinés à la réalisation de 26 000 branchements sociaux	Lot1 : F & I/FGT Lot2 :CCIS Lot 3: Hydrosphere	Lot1: 813 154 900 Lot2 : 47 840 000 Lot3 : 249 171 826	Matériels livrés	
<b>TOTAL</b>		<b>5 298 336 732</b>		
<b>TOTAL DEPENSE ECHANTILLON</b>		<b>6 335 781 182</b>		
<b>TAUX DE COUVERTURE</b>		<b>83.62%</b>		

Les fournitures concernant l'échantillon de l'audit physique, ont été pour l'essentiel livrées conformément aux spécifications techniques.

Il a été aussi noté :

- l'inexistence d'une comptabilité matière
- des retards dans l'exécution des marchés de travaux

## **VII. RECOMMANDATIONS**

### *7.1. Recommandations sur le dispositif des marchés*

**Le dispositif étant conforme aux exigences réglementaires, cette rubrique n'a pas fait l'objet de recommandations particulières**

### *7.2. Recommandations relatives aux marchés*

#### **7.2. 1. Recommandations relatives aux AAO**

La SONES devra conformément au CMP mettre en application les recommandations suivantes :

- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;
- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis ;
- Evaluer les offres suivant les critères du DAO ;
- Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO.

#### **7.2.2. Recommandations relatives aux PI**

La SONES devra conformément au CMP, Respecter la formalité substantielle de publication des avis d'attribution provisoire et définitive, comme pour les AOO.

#### **7.2.3 Recommandations relatives aux DRP**

La SONES devra, conformément au CMP :

- Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis
- Informer par écrit les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre

#### **7.2.3. Recommandations relatives au classement et à l'archivage**

La SONES devrait améliorer son système de classement des documents relatifs aux marchés conformément aux instructions de l'ARMP (Manuel de classement des documents des autorités contractantes).

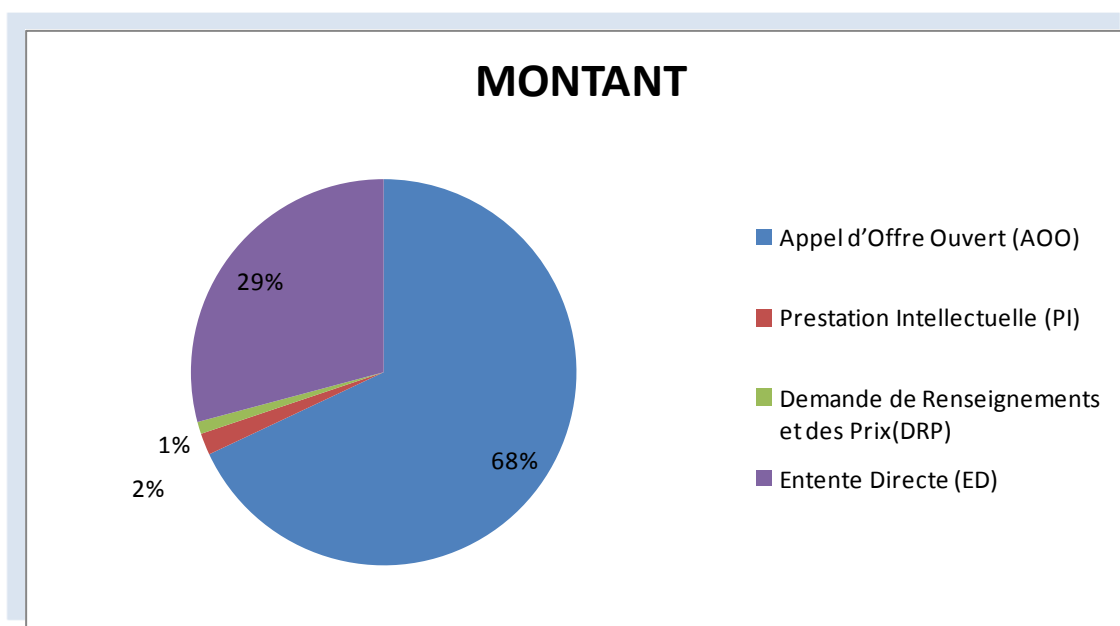


## **VIII. ANNEXES**

**ANNEXE 1 :  
REPARTITION ECHANTILLON**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2011	
	<b>Nombre</b>	<b>Montant</b>
Appel d'Offre Ouvert (AOO)	31	14 386 098 450
Appel d'offre Restreint (AOR)	-	-
Prestation Intellectuelle (PI)	08	386 468 021
Demande de Renseignements et des Prix(DRP)	21	215 784 377
Entente Directe (ED)	02	6 173 111 552
Convention	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>62</b>	<b>21 161 462 400</b>

## COMPOSITION DE L'ECHANTILLON



**ANNEXE 2 :  
SEUILS DE PASSATION**

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
<b>Fournitures</b>	30 000 000	400 000 000	200 000 000	400 000 000
<b>Travaux</b>	50 000 000	500 000 000	400 000 000	800 000 000
<b>Prestations Intellectuelles</b>	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000
<b>Services</b>	30 000 000	200 000 000	200 000 000	350 000 000

**ANNEXE 3 :  
FICHE DE PROJET**

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N° F_DLAMG_050</b>	
<b>Description</b>	Fourniture de véhicules
Date d'invitation	04 juillet 2011
Date de dépôt des offres	10 août 2011
Attributaire	Sans suite
Date du bon de commande	
Date du contrat	-
Montant du marché	-
Date de réception	-
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p><u>Lot 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• SERA : 52 100 000 FCFA TTC</li> <li>• Sénégalaise de l'Automobile : 53 500 000 FCFA TTC</li> <li>• Espace Auto : 38 500 000 FCFA TTC</li> <li>• CCBM Automobile : 62 500 000 FCFA TTC</li> <li>• Star Auto Service SA : 37 900 000 FCFA TTC</li> </ul> <p><u>Lot 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sénégalaise de l'Automobile : 160 000 000 FCFA TTC</li> <li>• Espace Auto : 101 300 000 FCFA TTC</li> <li>• CCBM Automobile : 184 300 000 FCFA TTC</li> <li>• Star Auto Service SA : 106 847 575 FCFA TTC</li> </ul> <p><u>Lot 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• EMG Universal Auto : 48 000 000 FCFA TTC</li> <li>• CFAO : 59 020 400 FCFA TTC</li> </ul> <p>Marché relancé, suite à un avis défavorable de la DCMP sur l'attribution provisoire (manquements dans le DAO et utilisation de critères d'évaluation autres que ceux du DAO)</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le délai observé entre le procès-verbal d'ouverture des plis et le procès-verbal d'attribution provisoire est anormalement long : 8 mois</li> <li>-Evaluation des offres suivant d'autres critères que ceux du DAO (violation art 59)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis</li> <li>-Evaluer les offres suivant les critères du DAO</li> </ul>
<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>L'appel d'offres a été lancé le 4 Juillet 2011 et les offres déposées le 10 Août 2011. L'examen du rapport d'analyse des offres a eu lieu le 03 Novembre 2011 et la DCMP a été saisie le 15 Novembre 2011 (1436-DG). La DCMP a saisi la SONES par courrier en date du 23 Novembre 2011 (N° 5384/MEF/DCMP/DCV/36) et a invité la Commission des Marchés à demander des compléments d'informations aux soumissionnaires sur certaines pièces non fournies et de</p>

	<p>reprendre le rapport suivant le modèle type approuvé par l'ARMP. Au 31 Décembre 2011, les compléments d'informations demandés, ont été fournis. Le rapport d'analyse des offres corrigé a été repris et lors de l'évaluation des offres des non conformités mineures (jantes en acier au lieu de jantes en aluminium, garde au sol de 215 mm en lieu et place des 230 mm demandés, capacité de réservoirs inférieure de 5 l, etc. ...) et des non conformités majeures (capacité de réservoirs inférieure de 10 l, absence d'airbags conducteur et passager, etc...) dont la présence de deux entraînait le rejet d'offres, ont été retenues car toutes les offres des soumissionnaires présentaient des manquements par rapport aux critères du dossier d'appel d'offres. La SONES a transmis le rapport corrigé à la DCMP le 02 Février 2012 (FND 166-DG). La DCMP par courrier en date du 10 Février 2012 (N° 00597/MEF/DCMP/DCV/28) a demandé à la SONES de s'en tenir aux critères du dossier d'appel d'offres et reprendre le rapport.</p> <p>Le rapport a été repris et la Commission des Marchés en sa séance du 11 Avril 2012 a validé le rapport d'analyse des offres corrigées. Le 17 Avril, la SONES a retransmis le rapport corrigé (FND 477-DG) à la DCMP qui par courrier en date du 24 Avril 2012 (N° 1800/MEF/DCMP/DCV/6) a formulé un certain nombre de recommandations sur les critères de conformité, critères de qualification et l'utilisation des rapports types et a demandé une copie du DAO et l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO. Les éléments demandés ont été transmis par courrier (FND 477-DG) en date du 21 Mai 2012. Finalement, la DCMP par courrier a formulé un certain nombre de griefs et n'a pas donné son avis de non objection et a demandé que la procédure soit reprise.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Non-conforme pour l'essentiel

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N° F_DLAMG_056</b>	
<b>Description</b>	Fourniture de matériel d'outillage
Date d'invitation	05 septembre 2011
Date de dépôt des offres	12 octobre 2011
Attributaire	SAREDICA
Date du bon de commande	
Date du contrat	29 décembre 2011
Montant du marché	38 907 550 FCFA TTC
Date de réception	30 décembre 2011
Un seul candidat a déposé une offre : <ul style="list-style-type: none"> <li>• SAREDICA : 38 907 550 FCFA TTC</li> </ul>	
Marché attribué à l'offre moins disant conforme	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel



<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N° F_DLAMG_050</b>	
<b>Description</b>	Fourniture de matériels destinés à la réalisation de 26 000 branchements sociaux
Date d'invitation	A fournir
Date de dépôt des offres	23 juin 2010
Attributaire	Lot 1 : F & I / FGT Lot 2 : CCIS Lot 3: Hydrosphere
Date du bon de commande	
Date du contrat	19 mai 2011
Montant du marché	Lot 1 : 813 154 900 FCFA HT/HD Lot 2 : 47 840 000 FCFA HT/HD Lot 3: 249 171 826 FCFA HT/HD
Date de réception	12 mars 2012
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p><u>Lot 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Hydrosphère : 1 823 347 Euros</li> <li>CSCO : 1 082 844 000 FCFA TTC</li> <li>Trouvay &amp; Cauvin : 779 195 420 FCFA TTC</li> <li>F &amp; I / FGT : 813 154 900 FCFA HT/HD</li> </ul> <p><u>Lot 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>CCIS : 47 840 000 FCFA HTVA</li> <li>CSCO : 87 360 000 FCFA TTC</li> <li>Trouvay &amp; Cauvin : 62 400 000 FCFA TTC</li> <li>UELS : 50 891 360 FCFA TTC</li> </ul> <p><u>Lot 3</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Hydrosphère : 379 860 Euros</li> <li>CSCO : 239 011 500 FCFA TTC</li> <li>Trouvay &amp; Cauvin : 244 890 880 FCFA TTC</li> <li>UELS : 456 602 640 FCFA TTC</li> <li>F &amp; I / FGT : 337 074 400 FCFA HT/HD</li> </ul> <p>Lot 1 attribué au second moins disant car le 1<sup>er</sup> jugé non conforme techniquement</p> <p>Lot 2 attribué au moins disant</p> <p>Lot 3 attribué au troisième moins disant car le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> jugés non conformes techniquement</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	

<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°</b>	
<b>Description</b>	Aménagement et équipement des sites de production de Ziguinchor
Date d'invitation	18 février 2011
Date de dépôt des offres	13 avril 2011
Attributaire	Ciemali S.A/Ertheg
Date du bon de commande	
Date du contrat	29 octobre 2012
Montant du marché	482 806 150 FCFA HT/HD
Date de réception	En cours
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupement FI/FGT : 574 131 960 FCFA TTC</li> <li>• RMT : 639 812 120 FCA TTC</li> <li>• Ciemali S.A/Ertheg : 482 806 150 FCFA TTC</li> <li>•</li> </ul> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	- le délai observé entre le procès-verbal d'ouverture des plis et le procès-verbal d'attribution provisoire est anormalement long : 7 mois
<b>Recommandations</b>	-Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°</b>	
<b>Description</b>	Travaux de réalisation de deux nouveaux forages dans les villes de Bakel et Tambacounda-zone 4 PIP PEPAM lot 4-1
Date d'invitation	09 août 2011
Date de dépôt des offres	28 septembre 2011
Attributaire	CDE
Date du bon de commande	
Date du contrat	03 février 2012
Montant du marché	196 993 000 FCFA TTC
Date de réception	En cours
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CDE : 196 993 000 FCFA TTC</li> <li>2. Groupement HICS SA/SWAMI : 209 375 000 FCA HT</li> <li>3. Entreprise Sénégalaise d'Équipement et de Prestation de Services: 198 282 256 FCFA TTC</li> <li>4. Perforaciones Mendes : 198 129 750 (nature du prix non spécifiée)</li> </ol> <p>Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	-le délai observé entre le procès-verbal d'ouverture des plis et le procès-verbal d'attribution provisoire est anormalement long : deux (2) mois.
<b>Recommandations</b>	-Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis
<b>Commentaires de l'AC</b>	Lors de la séance du 28 Septembre 2011, la commission des marchés avait procédé à l'ouverture des offres relatives à l'appel d'offres cité en objet. Le rapport d'analyse des offres a été adopté par la Commission des Marchés de la SONES en sa séance du 3 Novembre 2013. Le délai bien qu'il soit supérieur à quinze (15) jours est de trente-cinq (35) jours. Il convient de noter que durant le courant du mois d'Octobre 2011 le Président de la Commission des Marchés de la SONES a quitté la SONES alors qu'il n'avait pas de suppléant désigné. Donc il n'y a pas eu de séances pendant le mois d'Octobre bien que le rapport soit prêt. Ce n'est qu'au mois de Novembre qu'un nouveau Président a été désigné.
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°</b>	
<b>Description</b>	fournitures de matériels informatiques
Date d'invitation	03 juin 2011
Date de dépôt des offres	06 juillet 2011
Attributaire	Lot 1 et 3 : Oumou Informatique Service Lot 2 : West Point Computer
Date du bon de commande	
Date du contrat	Lot 1 et 3 : 21 décembre 2011 Lot 2 : 21 décembre 2011
Montant du marché	Lot 1: 14 608 000 FCFA HTVA Lot 2: 10 410 053 FCFA HTVA Lot 3: 3 418 000 FCFA HTVA
Date de réception	Réception en cours
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p style="text-align: center;"><u>Montant Global des 3 lots</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ouest Point Computer : 50 682 533 FCFA TTC</li> <li>2. ABM Technologies : 36 559 758 FCA TTC</li> <li>3. Sen Service Informatique : 36 587 599 FCFA TTC</li> <li>4. Plateform Technologies : 37 409 885 FCFA TTC</li> <li>5. Novosen : 47 511 614 FCFA TTC</li> <li>6. Toure Equipement Sarl : 42 196 333 FCFA TTC</li> <li>7. Oumou Informatique Service : 35 010 281 FCFA TTC</li> <li>8. Burotech SA : 38 685 000 FCFA TTC</li> <li>9. Secomdis : 31 723 315 FCFA HT</li> <li>10. Office Informatique : 35 860 000 FCFA HT</li> </ol> <p>Le lot 1 a été attribué à l'offre conforme la moins disant jugé conforme ; le lot 2 a été attribué au troisième moins disant jugé conforme et le lot 3 a été attribué au deuxième moins disant jugé conforme.</p>	
<b>Non conformités</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Le délai observé entre le procès-verbal d'ouverture des plis et le procès-verbal d'attribution provisoire est anormalement long : plus d'un (1) mois</li> <li>-Les attributaires n'ont pas fourni la garantie de bonne exécution</li> <li>-Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leur offre</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO</li> <li>-Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre</li> <li>-Evaluer et attribuer provisoirement les marchés dans les quinze (15) jours suivant l'ouverture des plis</li> </ul>

<b>Commentaires de l'AC</b>	<p>-Conformément à l'article 70 du Code des Marchés Publics, l'attribution provisoire doit intervenir dans les quinze (15) jours qui suivent l'ouverture des offres. Des efforts seront faits, mais nous restons convaincus que compte tenu du volume de charge des membres de la commission technique, il sera difficile d'atteindre cet objectif.</p> <p>-Des dispositions seront prises pour que la garantie de bonne exécution soit fournie par les attributaires</p> <p>- les entreprises sont informées systématiquement du rejet de leurs offres. Des mesures seront prises au niveau des directions concernées en charge des marchés de fourniture et prestations de services pour remédier à ces manquements.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Non-conforme pour l'essentiel

<b>ENTENTE DIRECTE</b>	
Description	<b>Lot Pepam-R1:Travaux de Renouvellement de Canalisations et de Branchements dans les Régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Louga, St Louis, Matam, Tambacounda et Kolda</b>
Date d'invitation	06 mai 2010
Date de dépôt des offres	-
Attributaire	SDE
Date du bon de commande	-
Date du contrat	09 mai 2011
Montant du marché	4 173 111 552 FCFA HT/HD
Date de réception	En cours
Avis de non Objection de la DCMP reçu pour entente directe avec la SDE, le 15 septembre 2010	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>PRESTATION INTELECTUELLE</b>	
<b>Description</b>	Contrôle et supervision des travaux d'AEP de l'aéroport international blaise Diagne
Date d'invitation	01 octobre 2010/sous pli fermé 07 février 2011
Date de dépôt des offres	04 novembre 2010/23 mars 2011
Attributaire	SGI
Date du bon de commande	
Date du contrat	16 aout 2011
Montant du marché	148 043 651 FCFA TTC
Date de réception	En cours
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. IBG</li> <li>2. SGI-Studio Galli Ingegneria</li> <li>3. SGS Sénégal</li> <li>4. IDEV-IC/SEMIS</li> <li>5. ERA Int./SONEDInt./DCEG</li> <li>6. SETICO</li> <li>7. GRESTEC</li> <li>8. HYDROCONSULT Int. (HCI)</li> </ol> <p>Après évaluation technique trois soumissionnaires ont été retenus, il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. SGI 148 107 561 FCFA TTC</li> <li>2. SETICO 162 688 400 FCFA TTC</li> <li>3. SGS 144 969 172 FCFA TTC</li> </ol> <p>Après pondération, suivant la méthode qualité coût, le soumissionnaire SGI a été évalué mieux disant</p>	
<b>Non conformités</b>	-Les avis d'attribution provisoire et définitive n'ont pas été publiés
<b>Recommandations</b>	-Pour les PI, publier les avis d'attribution provisoire et définitive
<b>Commentaires de l'AC</b>	Dans le cadre de cette Demande de Propositions, aucun avis d'attribution provisoire et définitive n'a été faite par la Cellule de Passation car conformément à l'article 86 « les avis d'attribution sont publiés dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence ».



	<p>Pour les Demandes de Propositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ des lettres d'invitation sont envoyées à tous ceux qui ont été retenus lors de la manifestation d'intérêt.</li> <li>■ Après analyse des offres techniques, des courriers ont été envoyés aux bureaux ayant eu la note minimale exigée dans la demande de proposition et un courrier à ceux qui n'ont eu la note minimale requise pour les informer qu'ils n'ont pas eu la note technique minimale requise et que leurs offres financières ne seront pas ouvertes,</li> <li>■ Après le délai de recours de quinze (15) jours, les offres financières des bureaux ayant eu la note minimale requise ont été ouvertes et après analyse des offres financières, une lettre de notification a été envoyée à l'attributaire provisoire et des courriers ont été envoyés aux bureaux non retenus ;</li> <li>■ Un délai de quinze (15) jours a été observé avant de continuer la procédure et la notification d'attribution définitive a été faite dans les quinze (15) jours qui ont suivi la notification.</li> </ul> <p>En définitive, la SONES a publié les avis d'attribution dans les mêmes formes que les avis d'appel à la concurrence de la Demande de Propositions car dans cette procédure les lettres d'invitation sont directement transmises aux intéressés et aucune publication n'est faite dans un journal de la place.</p>
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Non-conforme pour l'essentiel

<b>APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO) N°</b>	
<b>Description</b>	Fournitures de mobilier et matériel de bureaux
Date d'invitation	08 septembre 2011
Date de dépôt des offres	12 octobre 2011
Attributaire	Lot 1 : Master Office Lot 2 : Staburo
Date du bon de commande	
Date du contrat	21 décembre 2011/lot 1 21 décembre 2011/lot 2
Montant du marché	Lot1: 8 352 630 FCFATTC Lot 2: 5 547 600 FCFA TTC
Date de réception	05 septembre 2012
<p>Les candidats suivants ont déposé une offre :</p> <p><u>lot 1</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. OBBO : 10 362 878 FCFA TTC</li> <li>2. Office Choice : 13 185 320 FCFA TTC</li> <li>3. Pyramid Trading SA : 13 585 021 FCFA TTC</li> <li>4. Master Office : 8 352 630 FCFA TTC</li> </ol> <p><u>lot 2</u></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Staburo : 5 547 600 FCFA TTC</li> </ol> <p>Le lot 1 et 2 ont été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>PRESTATION INTELECTUELLE</b>	
<b>Description</b>	Mission d'audit des dépenses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011 de la SONES
Date d'invitation	19 mai 2010/ 06 octobre 2010
Date de dépôt des offres	30 juin 2010/ 24 novembre 2010
Attributaire	Cabinet Mayoro wade
Date du bon de commande	
Date du contrat	07 septembre 2011
Montant du marché	Lot1: 8 352 630 FCFATTC Lot 2: 5 547 600 FCFA TTC
Date de réception	rapport en cours
Les candidats suivants ont été invités à déposer une offre : 1- Cabinet Mamina Camara 2- Groupement Mayoro Wade et ATO Audit Group 3- Global Management Service Audit et Expertise 4- Cabinet Aziz Dieye	
<b>Non conformités</b>	-Les avis d'attribution provisoire et définitive n'ont pas été publiés
<b>Recommandations</b>	-Pour les PI, publier les avis, d'attribution provisoire et définitive
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Non-conforme pour l'essentiel

<b>DRP</b>	
<b>Description</b>	<b>Travaux de réhabilitation de la villa DG a hann</b>
Date d'invitation	28 avril 2011
Date de dépôt des offres	1 juin 2011
Attributaire	Delta Sarl
Date du bon de commande	-
Date du contrat	23 novembre 2011
Montant du marché	15 058 454 FCFA TTC
Date de réception	19 janvier 2012
<p>Sept candidats ont été consultés et quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sarre-Cons, 16 870 490 FCFA TTC</li> <li>2. Delta Force, 9 996 713 FCFA TTC</li> <li>3. Delta Sarl, 15 058 454 FCFA TTC</li> <li>4. Afrique Entreprise et Jardin, 10 403 907 FCFA TTC</li> </ol> <p>Deux premières offres jugées non conformes car pas exhaustives, marché attribué au 3è moins disant</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	.
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>DRP</b>	
Description	<b>Réhabilitation agence t villa de la rue de France x blanchot st louis</b>
Date d'invitation	06 juin 2011
Date de dépôt des offres	06 juillet 2011
Attributaire	BDTP
Date du bon de commande	-
Date du contrat	23 novembre 2011
Montant du marché	25 789 478 FCFA ttc
Date de réception	06 avril 2012
<p>Sur les huit candidats consultés, deux ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Etablissement Mbow, 13 419 813 franc CFA TTC</li> <li>2. BDTP, 25 789 478 franc CFA TTC</li> </ol> <p>Moins disant non conforme, marché attribué au second moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

## DRP

Description	<b>Travaux de réhabilitation de la villa DT sise à Hann</b>
Date d'invitation	28 avril 2011
Date de dépôt des offres	1 juin 2011
Attributaire	GIE Cheikh Fallou Mbacke
Date du bon de commande	-
Date du contrat	23 novembre 2011
Montant du marché	8 059 866 FCFA TTC
Date de réception	Résiliation
<p>dix candidats ont été consultés et trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Samb touba import et export, 11 725 661 FCFA TTC</li> <li>2. SNTPE, 12 856 720 FCFA TTC</li> <li>3. GIE Cheikh Fallou Mbacke , 8 059 866 FCFA TTC</li> </ol> <p>le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciations du cabinet</b>	Conforme pour l'essentiel

<b>PRESTATION INTELECTUELLE</b>	
Description	<b>Mission d'évaluation de l'impact de la politique de communication de la SONES</b>
Date d'invitation	29 mars 2011
Date de dépôt des offres	27 avril 2011
Attributaire	guelawar communication
Date du bon de commande	-
Date du contrat	5 septembre 2011
Montant du marché	12 921 000 fcfa ttc
Date de réception	Rapport en cours
<p>sept candidats ont été consultés et trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Kepar,</li> <li>2. Afrique Communication,</li> <li>3. Guelewar Communication,</li> <li>4. BDA</li> </ol> <p>le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant. un avenant a été établi le 07 mai 2012 pour un montant de 3 876 300 FCFA TTC</p>	
<b>Non conformités</b>	-Les avis d'attribution provisoire et définitive n'ont pas été publiés
<b>Recommandations</b>	-Pour les PI, publier les avis d'appel d'offre, d'attribution provisoire et définitive
<b>Commentaires de l'AC</b>	
<b>Appréciation du Cabinet</b>	Non conforme pour l'essentiel

<b>PRESTATION INTELECTUELLE</b>	
Description	<b>Etude d'évaluation des programmes d'investissement et leur impact sur les conditions de vie des populations</b>
Date d'invitation	22 novembre 2011
Date de dépôt des offres	25 janvier 2012
Attributaire	Groupelement SEMIS-IDEV
Date du bon de commande	-
Date du contrat	10 janvier 2013
Montant du marché	49 772 400 FCFA TTC
Date de réception	Rapport en cours
<p>Après manifestation d'intérêt, trois candidats ont été retenus. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. MSA</li> <li>2. Groupelement SEMIS-IDEV</li> <li>3. UGB</li> </ol> <p>le marché a été attribué à l'offre évaluée mieux disant suivant la méthode du moindre cout.</p>	
<b>Non conformités</b>	-Les avis d'appel d'offre, d'attribution provisoire et définitive n'ont pas été publiés
<b>Recommandations</b>	-Pour les PI, publier les avis d'appel d'offre, d'attribution provisoire et définitive
<b>Commentaires de l'AC</b>	Non conforme pour l'essentiel



<b>DRP</b>	
Description	<b>Entretien et maintenance des appareils</b>
Date d'invitation	11 janvier 2011
Date de dépôt des offres	19 janvier 2011
Attributaire	Cassis Froid
Date du bon de commande	-
Date du contrat	05 avril 2011
Montant du marché	2 979 500 FCFA TTC
Date de réception	A chaque trimestre
<p>cinq candidats ont été consultés et trois ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. General d'Energie : 3 186 000 FCFA TTC</li> <li>2. Cassis Froid : 2 979 400 FCFA TTC</li> <li>3. CCBM (digital services) 4 290 480 FCFA TTC</li> </ol> <p>le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>	
<b>Non conformités</b>	
<b>Recommandations</b>	
<b>Commentaires de l'AC</b>	Conforme pour l'essentiel

### DRP

<b>Description</b>		<b>Gardiennage de la SONES</b>
Date d'invitation		31 décembre 2010
Date de dépôt des offres		19 janvier 2011
Attributaire		SCORPION
Date du bon de commande		-
Date du contrat		05 AVRIL 2011
Montant du marché		1 994 200 FCFA TTC
Date de réception		Non applicable
<p>huit candidats ont été consultés et quatre ont répondu. Il s'agit de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Fambene Securite, 2 360 000 FCFA TTC</li> <li>2. Vigassistance, 3 832 295 FCFA TTC</li> <li>3. Jaguar Sécurité Service, 2 832 000 FCFA TTC</li> <li>4. Scorpion, 2 492 750 FCFA TTC</li> </ol> <p>le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disant.</p>		
<b>Non conformités</b>		
<b>Recommandations</b>		
<b>Commentaires de l'AC</b>		
<b>Appréciations du cabinet</b>		Conforme pour l'essentiel

**ANNEXE 4 :**  
**REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANE**


**S O N E S**

SOCIÉTÉ NATIONALE DES EAUX DU SÉNÉGAL

Dakar, le 26 Juin 2013

Le Directeur Général


 N/Réf. : FND/mlid- N° 1178-DG  
 N° 73-DEPE

 Monsieur Mame Thierno Mbacké  
 Associé-Gérant  
 Global Management Services (GSM)  
 Liberté 6 Extension - Immeuble  
 Moustapha - 2ème Etage - Appart C  
 BP. 9048 - Dakar Sénégal  
 Fax : 33 867 68 01

**OBJET : Revue à postériori des marchés publics**  
**pour l'exercice budgétaire 2011**

Monsieur,

En date du 11 Juin, la SONES a reçu votre courrier du 6 Juin 2013, transmettant le rapport provisoire sur la revue indépendante de la Passation des Marchés de la SONES pour la gestion 2011 et nous demandant de vous faire tenir nos observations avant le 14 Juin 2013. Par courrier en date du 13 Juin, la SONES a demandé un report de délai pour la transmission des éléments de réponses.

Par la présente, nous vous faisons part de nos remarques suivantes :

➤ Sur l'Audit de la passation des Marchés et de l'exécution

• Fourniture de véhicules

L'appel d'offres a été lancé le 4 Juillet 2011 et les offres déposées le 10 Aout 2011. L'examen du rapport d'analyse des offres a eu lieu le 03 Novembre 2011 et la DCMP a été saisie le 15 Novembre 2011 (1436-DG). La DCMP a saisi la SONES par courrier en date du 23 Novembre 2011 (N° 5384/MEF/DCMP/DCV/36) et a invité la Commission des Marchés à demander des compléments d'informations aux soumissionnaires sur certaines pièces non fournies et de reprendre le rapport suivant le modèle type approuvé par l'ARMP. Au 31 Décembre 2011, les compléments d'informations demandés, ont été fournis. Le rapport d'analyse des offres a été corrigé. Lors de l'évaluation des offres des non conformités mineures (jantes en acier au lieu de jantes en aluminium, garde au sol de 215 mm en lieu et place des 230 mm demandés, capacité de réservoirs inférieure de 5 l, etc ...) et des non

S.A. AU CAPITAL DE 3.927.930.000 FRANCS CFA • HANN ROUTE DU FRONT DE TERRE • B.P. : 400 - DAKAR • R.C. N° 96 B 1095  
 NINEA 0078312 • NITI 201 029 285 H • BANQUES C.I.S. N° 3014501340610/X • CBAO N° 36014061 H  
 Tél. DG : (221) 33 83 78 02 - SFD : 33 839 78 00 • Fax : (221) 33 832 20 38

conformités majeures (capacité de réservoirs inférieure de 10 l, absence d'airbags conducteur et passager, etc...) dont la présence de deux entraînait le rejet d'offres, ont été retenues car toutes les offres des soumissionnaires présentaient des manquements par rapport aux critères du dossier d'appel d'offres. La SONES a transmis le rapport corrigé à la DCMP le 02 Février 2012 (FND 166-DG). La DCMP par courrier en date du 10 Février 2012 (N° 00597/MEF/DCMP/DCV/28) a demandé à la SONES de s'en tenir aux critères du dossier d'appel d'offres et reprendre le rapport.

Le rapport a été repris et la Commission des Marchés en sa séance du 11 Avril 2012 a validé le rapport d'analyse des offres corrigées. Le 17 Avril, la SONES a retransmis le rapport corrigé (FND 477-DG) à la DCMP qui par courrier en date du 24 Avril 2012 (N° 1800/MEF/DCMP/DCV/6) a formulé un certain nombre de recommandations sur les critères de conformité, critères de qualification et l'utilisation des rapports types et a demandé une copie du DAO et l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO. Les éléments demandés ont été transmis par courrier (FND 477-DG) en date du 21 Mai 2012. Finalement, la DCMP par courrier a formulé un certain nombre de griefs et n'a pas donné son avis de non objection et a demandé que la procédure soit reprise.

- **Fourniture de matériels destinés à la réalisation de 26 000 branchements sociaux**

Date d'invitation : 06 Mai 2010 à renseigner dans le rapport

Bien que le délai entre l'ouverture des offres et l'attribution des marchés ait été long, évaluer et attribuer les marchés dans les quinze (15) jours n'était pas en vigueur en 2010. Cette disposition a été introduite dans le décret n° 2011-1048 du mercredi 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

- **Aménagement et équipement des sites de production de Ziguinchor - Lot 2.2**

Lors de la séance du 13 avril 2011, la Commission des Marchés avait procédé à l'ouverture des offres relatives à l'appel d'offres cité en objet. Les trois (3) entreprises suivantes avaient soumissionné :

- le Groupement FI/FGT pour un montant de 622 621 360 FCFA HT-HD ;
- RMT pour un montant de 639 812 120 FCFA HT-HD ;
- le Groupement CIEMALI/ERTHEG pour un montant de 482 806 150 FCFA HT-HD.

La Commission des Marchés avait désigné une commission technique qui a présenté son rapport lors de sa séance du 18 mai 2011. La Commission

technique avait conclu que l'offre de CIEMALI/ERTHEG était anormalement basse suite à son évaluation à partir du devis estimatif confidentiel et des devis des différentes entreprises. Elle avait retenu l'offre de FI/FGT la mieux disante et la Commission des Marchés avait désigné FI/FGT comme Attributaire provisoire.

Par lettre N°696/DG-2011 du 24 mai 2011, la SONES a transmis les rapports d'analyse ainsi que les PV d'ouverture et d'attribution à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Par lettre N° 2502/MEF/DCMP/DC/15, la DCMP a émis comme observation principale le fait que le devis confidentiel utilisé dans le calcul de l'offre anormalement basse était différent de celui qui était envoyé par la SONES le 29 septembre 2010, par lettre N°01037/DG- 307/DTX.

Par lettre N°1184/DG-2011 du 02 septembre 2010, la SONES leur a expliqué que les devis confidentiels ont changé parce qu'il y a des ajustements qui ont été opérés au niveau du DAO définitif suite aux visites de chantier, et avant son lancement.

Par lettre N°4151/MEF/DCMP/DC/39, la DCMP a répondu à ces termes « Vous m'informez que des corrections ont été apportées au DAO validé avant leur publication. Sur ce point, je voudrais rappeler que toute modification apportée à un dossier validé doit être communiquée à la DCMP, d'autant plus que celle-ci a un impact sur les montants estimés et sur l'évaluation. A cet effet, je vous suggère de considérer les montants communiqués par lettre N°01037/DG- 307/DTX du 29 septembre 2010».

Suite à cette lettre, la Commission des Marchés a été saisie et la commission technique a repris le rapport d'analyse et l'offre de CIEMALI/ERTHEG qui était éliminée, a été analysée et est devenue la mieux disante pour un montant de 480 806 150 FCFA HT-HD. Finalement, la commission des Marchés de la SONES a adopté le rapport corrigé en sa séance du 3 Novembre 2011.

- **Travaux de réalisation de deux (02) nouveaux forages dans les villes de Bakel et Tambacounda – Zone 4 PIP PEPAM Lot 4.1**

Lors de la séance du 28 Septembre 2011, la Commission des Marchés avait procédé à l'ouverture des offres relatives à l'appel d'offres cité en objet. Le rapport d'analyse des offres a été adopté par la Commission des Marchés de la SONES en sa séance du 3 Novembre 2012. Le délai bien qu'il soit supérieur à quinze (15) jours est de trente cinq (35) jours. Il convient de noter que durant le courant du mois d'Octobre 2011 le Président de la Commission des Marchés de la SONES a quitté la SONES alors qu'il n'avait pas de suppléant désigné. Donc il n'y a pas eu de séances pendant le mois d'Octobre bien que le rapport soit prêt. Ce n'est qu'au mois de Novembre qu'un nouveau Président a été désigné.



- Contrôle et supervision des travaux d'AEP de l'Aéroport International Blaise - Mission d'audit des dépenses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement prioritaires 2008-2011 de la SONES
- Etude d'évaluation des programmes d'investissement et leur impact dans l'amélioration des conditions de vie des populations - Mission d'évaluation de l'impact de la politique de communication de la SONES

Dans le cadre de cette Demande de Propositions, aucun avis d'attribution provisoire et définitive n'a été faite par la Cellule de Passation car conformément à l'article 86 « les avis d'attribution sont publiés dans les mêmes conditions que les avis d'appel à la concurrence ».

Pour les Demandes de Propositions :

- des lettres d'invitation sont envoyées à tous ceux qui ont été retenus lors de la manifestation d'intérêt.
- Après analyse des offres techniques, des courriers ont été envoyés aux bureaux ayant eu la note minimale exigée dans la Demande de Propositions et un courrier à ceux qui n'ont eu la note minimale requise pour les informer qu'ils n'ont pas eu la note technique minimale requise et que leurs offres financières ne seront pas ouvertes,
- Après le délai de recours de quinze (15) jours, les offres financières des bureaux ayant eu la note minimale requise ont été ouvertes et après analyse des offres financières, une lettre de notification a été envoyée à l'attributaire provisoire et des courriers ont été envoyés aux bureaux non retenus ;
- Un délai de quinze (15) jours a été observé avant de continuer la procédure et la notification d'attribution définitive a été faite dans les quinze (15) jours qui ont suivi la notification.

En définitive, la SONES a publié les avis d'attribution dans les mêmes formes que les avis d'appel à la concurrence de la Demande de Proposition car dans cette procédure les lettres d'invitation sont directement transmises aux intéressés et aucune publication n'est faite dans un journal de la place.

- Evaluation et attribution provisoire des marchés dans un délai de quinze (15) jours suivant l'ouverture des offres

Conformément à l'article 70 du Code des Marchés Publics, l'attribution provisoire doit intervenir dans les quinze (15) jours qui suivent l'ouverture des offres. Des efforts seront faits, mais nous restons convaincus que compte

tenu du volume de charge des membres de la commission technique, il sera difficile d'atteindre cet objectif.

- **Informers les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres**

Cette disposition sera respectée car au niveau des marchés de travaux et des marchés de prestations intellectuelles, les entreprises sont informées systématiquement du rejet de leurs offres. Des mesures seront prises au niveau des directions concernées en charge des marchés de fourniture et prestations de services pour remédier à ces manquements.

- **Exiger la garantie de bonne exécution dans les quinze (15) jours suivant la notification, si demandée dans le DAO**

Des dispositions seront prises pour remédier aux manquements constatés.

- **Sur les acquisitions « supposées » par commande directe non autorisés**

Vous retrouverez les commentaires de la SONES dans la pièce jointe et nous vous réitérons notre disponibilité dans le cas où vous voudrez bien consulter les pièces justificatives.

Vous en souhaitant bonne réception,

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

LA DIRECTRICE GENERALE

  
Mme ANTA SECK

Pj : 01